Appel à propositions pour le recrutement d'un/e Consultant/e national/e individuel/le pour le renforcement de l'inclusion et de la protection des droits des personnes en situation de handicap au Cameroun

Contexte :

1. Le 28 décembre 2021, par décret N° 2021/751, le Président de la République du Cameroun a décrété la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH). Dès dépôt des instruments de ratification auprès du Secrétaire-général des Nations Unies, le Cameroun sera partie à la Convention.
2. Le Fonds Fiduciaire Multipartenaires du Partenariat des Nations Unies pour les Droits des Personnes Handicapées (UNPRPD MPTF) est une collaboration unique qui rassemble des entités des Nations Unies, des gouvernements, des organisations de personnes handicapées (OPH) et la société civile au sens large pour faire avancer les droits de la CDPH et les Objectifs de Développement Durable (ODD) inclusifs du handicap. L'UNPRPD MPTF a été créé pour favoriser la collaboration entre ses membres et compléter leur travail sur l'inclusion du handicap par le biais de la programmation conjointe des Nations Unies.
3. Suite à l'approbation du gouvernement du Cameroun via le Ministère des Affaires Sociales (MINAS), l'UNESCO, en coopération avec ONU FEMMES, le PNUD et le FNUAP, a soumis avec succès une expression d'intérêt au quatrième appel à manifestation d'intérêt de l'UNPRPD en septembre 2020, qui a été accordée par le UNPRPD MPTF.
4. Une analyse situationnelle sur la CDPH et l'inclusivité des ODD au Cameroun en 2021 a identifié des manquements, notamment en termes de connaissances et de capacités techniques, matérielles et financières des titulaires de droits (OPH) et des redevables d'obligations (institutions gouvernementales), ainsi qu'en termes d'implémentation de l'accessibilité, la non-discrimination et la prestation inclusive de services, en particulier en ce qui concerne la santé (SDG3), l'éducation (SDG4), l'emploi (SDG8), les infrastructures, y compris les services ICT (SDG9), et la participation politique (SDG16).
5. Les acteurs principaux relatifs aux droits des personnes en situation de handicap identifiés dans l'analyse situationnelle sont le MINAS, le Comité National de Réhabilitation et de Réinsertion Socioéconomique des Personnes Handicapées (CONRHA), les OPD et la société civile au sens large, les organisations non-gouvernementales y compris les organisations confessionnelles qui proposent des services aux personnes en situation de handicap, ainsi que le système des Nations Unies au Cameroun.
6. Sur base de l'analyse situationnelle, l'UNESCO, le HCDH, le FNUAP, ONU FEMMES, le PNUD et le HCR ont soumis une proposition de projet au UNPRPD MPTF pour renforcer les droits des personnes en situation de handicap, l'accessibilité, l'inclusivité des services et la non-discrimination au Cameroun. Ce projet a été approuvé et va être mis en œuvre en 2022 et 2023.
7. Dans le cadre de ce projet, le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD-AC) cherche à recruter un/e consultant/e. Les objectifs de la présente consultation sont :

- a. Le développement de guides pratiques et de formations pour renforcer les capacités des OPH et des professionnels du droit sur l'utilisation de la CDPH pour renforcer les droits des personnes en situation de handicap ;
- b. Le développement d'un guide pratique et d'une formation pour renforcer les capacités des membres du CONRHA en matière de coordination multipartite pour un suivi et une application efficaces de la législation et des politiques de développement inclusifs du handicap ;

Mission de travail :

Le/la consultant/e appuiera le CNUDHD-AC à mettre en œuvre les activités susmentionnées. Il/elle sera responsable intégralement de la rédaction des guides pratiques. Il/elle assurera l'inclusion maximale des parties prenantes pertinentes, à savoir les institutions publiques, les OPH et les autres partenaires jugés appropriés. Il/elle assurera également l'accessibilité des guides pratiques et des formations aux personnes en situation de handicap.

Résultats attendus :

Le/la consultant/e national/e sera responsable des résultats suivants :

1. Soumettre un plan de travail pour les livrables annexé à la méthodologie à utiliser dans un délai de cinq (05) jours ouvrables après la signature du contrat ;
2. Développer trois (3) guides pratiques :
 - a. Un guide pour renforcer les capacités des OPH sur l'utilisation du dialogue politique et du plaidoyer basé sur les preuves afin de renforcer l'application de la CDPH est élaboré ;
 - b. Un guide pour renforcer les capacités des professionnels du droit (avocats et magistrats) sur les droits des personnes en situation de handicap au Cameroun, y compris sur l'utilisation de la CDPH comme outil pour faire valoir ces droits est élaboré ;
 - c. Un guide pour renforcer les capacités des membres du CONRHA en matière de coordination multipartite pour un suivi et une application efficaces de la législation et des processus de développement inclusifs du handicap, avec un accent particulier sur la prestation inclusive de services en matière d'emploi, de développement économique, d'éducation, de santé, de participation politique et d'infrastructures, y compris ICT, dans le cadre de la Stratégie nationale de développement (NDS30) est élaboré.
3. Conduire des formations sur base des guides susmentionnés, à destination des OPH, des professionnels du droit et des membres du CONRHA.

#	Livrables	Date d'échéance
1	Plan de travail pour les livrables annexé à la méthodologie à utiliser	15.09.2022
2	Guide pratique pour les OPH sur le dialogue politique et le plaidoyer afin de renforcer l'application de la CDPH	30.11.2022
3	Guide pratique pour les professionnels du droit sur les droits des personnes en situation de handicap au Cameroun	30.12.2022
4	Guide pratique pour les membres du CONRHA pour un suivi et une application efficaces de la législation et des processus de développement inclusifs du handicap	30.11.2022

5	Documents de travail de l'atelier de formation à destination des OPH, documents d'évaluation de l'atelier par les participant/es	16.01.2023
6	Rapport des ateliers de formation à destination des OPH	17.02.2023 (pour la région du Centre), 24.02.2023 (pour la région du Littoral), 03.03.2023 (pour la région du Sud).
7	Documents de travail de l'atelier de formation à destination des professionnels du droit, documents d'évaluation de l'atelier par les participant/es	05.02.2023
8	Rapport de l'atelier de formation à destination des professionnels du droit	20.03.2023 pour la première session et 20.07.2023 pour le refresher.
9	Documents de travail de l'atelier de formation à destination des membres du CONRHA, documents d'évaluation de l'atelier par les participant/es	25.03.2023 pour la première session et le 25.07.2023 pour le refresher.
10	Rapport de l'atelier de formation à destination des membres du CONRHA	01.04.2023 pour la première session et 01.08.2023 pour le refresher
11	Rapport final de la consultance	15.08.2023.

Indicateurs de performance :

Les indicateurs de performance suivants seront utilisés pour évaluer le travail entrepris par le/la consultant/e et certifier le paiement des honoraires, y compris tout paiement échelonné.

- Respect des délais de soumission
- Valeur des services rendus par rapport à leurs coûts
- Connaissance experte démontrée du domaine concerné
- Réceptivité / réactivité aux commentaires des membres du personnel
- Bonne connaissance des questions du genre et leur prise en compte dans les activités de recherche
- Qualité de l'analyse, des recommandations ou des conclusions des rapports/études
- Lisibilité du matériel d'atelier et de consultation, y compris la lecture facilitée pour les personnes souffrant de déficiences visuelles et auditives.
- Accessibilité des formations pour les parties prenantes
- # de participant/es aux formations
- % des participant/es faisant état de connaissances ou de capacités accrues à la suite des formations

Qualifications/compétences requises :

EXPÉRIENCE :

- Minimum de 5 ans d'expérience pertinente dans les domaines suivants : inclusion sociale, handicap et études sur les minorités ; droits de l'homme ; plaidoyer et dialogue politique.
- Diplôme de Doctorat PhD ou Diplôme de Master et 2 ans d'expérience de travail supplémentaire au minimum.
- Expérience dans la rédaction de guides pratiques ou de documentation de plaidoyer de haute qualité.
- Expérience de l'organisation d'ateliers.
- Expérience dans l'inclusion de parties prenantes dans le processus d'élaboration de produits.

QUALIFICATIONS UNIVERSITAIRES :

Le/la consultant/e doit posséder un diplôme universitaire de Doctorat PhD, ou un Diplôme de Master et 2 ans d'expérience de travail supplémentaire, en droit, droits de l'homme, développement durable, sciences sociales et humaines, relations internationales, gouvernance, politique publique, administration publique, droit international, avec une spécialisation en inclusion sociale, handicap et études des minorités.

LANGUE :

La connaissance et la maîtrise de l'anglais et du français (à l'écrit et à l'oral) sont requises pour ce poste de consultant. La connaissance de la langue des signes internationale est un atout.

DUREE DU CONTRAT :

La durée du contrat sera de dix (10) mois à partir de la date de sa signature.

COMPÉTENCES :

Le/la consultant/e doit avoir d'excellentes compétences analytiques et la capacité de produire une documentation de haute qualité en anglais et en français. Il/elle doit avoir une connaissance avérée des instruments internationaux, en particulier ceux des Nations Unies, pour l'inclusion des personnes handicapées et une expérience avérée du travail sur le terrain au niveau national. Le/la consultant/e doit également posséder d'excellentes compétences en matière de communication écrite et d'organisation, notamment la capacité de planifier et de hiérarchiser ses tâches, ainsi que de travailler avec compétence sous pression et dans des délais serrés. Il/elle doit enfin démontrer la prise en compte systématique des besoins particuliers de personnes en situation de handicap dans son travail.

SUPERVISEUR :

Le/la consultant/e travaillera sous la supervision directe du CNUDHD-AC.

Comment postuler :

Les candidats intéressés qui répondent aux critères sont invité(e)s à envoyer les documents ci-après :

- Une lettre d'accompagnement décrivant le/la consultant/e;
- Une proposition technique complète qui décrit la méthodologie détaillée de mise en œuvre de la consultation ;
- Le CV du/de la consultant/e;
- Une chronologie détaillée, y compris les dates de début et d'achèvement, ainsi que les délais requis pour chaque phase de mise en œuvre des activités ;
- Deux références de clients précédents ;
- Les copies des diplômes du/de la consultant/e.

Critères de sélection

Le/la consultant/e sera sélectionné sur la base du rapport qualité/coût. Une procédure en deux étapes sera adoptée pour l'évaluation des propositions. L'évaluation technique sera menée en premier, suivie de l'évaluation financière. Un comité évaluera les propositions techniques au moyen des critères et du système de points spécifiés présentés ci-dessous.

➤ Critères de notation

a) Qualifications 45 Points

- Connaissance experte démontrée du domaine concerné **10 pts**

- Qualification d'ordre général : formation académique sur la base d'une photocopie légalisée du diplôme **10 pts**
- Adéquation pour la mission (expérience particulière dans le domaine de la mission) **10 pts**
- Expert juriste/sciences sociales/droits de l'homme/genre/rerelations internationales **15 pts**

b) Adéquation du plan de travail et de la méthode proposée vis-à-vis du mandat 55 pts

- Cohérence et clarté de la méthodologie proposée **20 pts**
- Conformité du plan de travail avec les TDR **15 pts**
- Organisation du/de la consultant/e pour la réalisation des prestations **20 pts**

TOTAL 100 pts

Chaque proposition conforme recevra une note technique (Nt). Les propositions recevant une note inférieure à soixante-quinze (75) points seront rejetées et les propositions financières correspondantes seront retournées sans avoir été ouvertes aux consultants qui les ont soumises.

➤ **Proposition financière**

Il sera privilégié l'offre la moins disante pour la même qualité de travail. Ne seront examinées que les propositions financières des consultants dont les propositions techniques ont été retenues.

Classement final

Les propositions des consultants seront classées au moyen d'un système de notation combinant leurs notes technique (Nt) et financière (Nf), avec application des pondérations pour aboutir à une note globale (Ng) :

- T= poids donné à la proposition technique soit 0,70 ;
- F= poids donné à la proposition financière soit 0,30 ;
- T+F=1 ;

Note générale = $(Nt \times T\%) + (Nf \times F\%)$

Ces documents doivent être envoyés par mail à xxx.xxx@xx.xx au plus tard le xx.xx.xxxx.

L'objet du mail doit être : **Consultance nationale pour renforcer l'inclusion et la protection des droits des personnes en situation de handicap au Cameroun.**